

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29173]

**24 MARS 2016.** — Décret modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>.** — *Modification du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 9, § 1<sup>er</sup>, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Ces enseignants sont chargés d'une mission au sens du décret du 24 juin 19 96 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement fixe les modalités de détachement des enseignants qui participent aux groupes de travail chargés des épreuves externes non certificatives. »

**Art. 2.** L'article 9, § 2, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les enseignants chargés d'une mission telle que définie au § 1<sup>er</sup> du présent article sont remboursés de leur frais de déplacement selon les modalités mise en œuvre par le Gouvernement. »

**Art. 3.** L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. - Les membres des groupes de travail et les équipes de recherche universitaire ainsi que toute autre personne qui serait associée aux travaux sont tenus au secret professionnel quant au contenu des épreuves - hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique. ».

**Art. 4.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, le second tiret est remplacé par ce qui suit :

« - quatre représentants de l'administration générale de l'Enseignement ; ».

**Art. 5.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du même décret, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Ces enseignants sont chargés d'une mission au sens du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement fixe les modalités de détachement des enseignants qui participent aux groupes de travail chargés des épreuves externes certificatives du CEB. »

**Art. 6.** A l'article 22, le § 2 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour organiser ses travaux, le groupe de travail constitue, en son sein, au moins un sous-groupe par discipline dont Français, Mathématique, Eveil. Chaque sous-groupe est présidé par un membre du Service général d'Inspection.

§ 3. Les enseignants chargés d'une mission telle que définie au § 1<sup>er</sup> du présent article sont remboursés de leur frais de déplacement selon les modalités mise en œuvre par le Gouvernement. »

**Art. 7.** A l'article 23 du même décret, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le groupe de travail remplit les missions suivantes :

- conception de deux épreuves complètes, distinctes et de niveau équivalent pour le 1<sup>er</sup> mai de l'année de l'épreuve au plus tard, dont une servira à l'évaluation, en cas de divulgation de l'épreuve prévue initialement à cet effet ;
- élaboration des consignes de passation de correction et de réussite de l'épreuve. ».

**Art. 8.** L'article 24 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. Les membres des groupes de travail et les équipes de recherche universitaire ainsi que toute autre personne qui serait associée aux travaux sont tenus au secret professionnel — hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement — quant au contenu des épreuves.

En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique. ».

**Art. 9.** Dans l'article 36/4, § 1<sup>er</sup>, du même décret, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Ces enseignants sont chargés d'une mission au sens du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement fixe les modalités de détachement des enseignants qui participent aux groupes de travail chargés des épreuves externes certificatives du CE1D. »

**Art. 10.** Le § 3 de l'article 36/4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les enseignants chargés d'une mission telle que définie au § 1<sup>er</sup> du présent article sont remboursés de leur frais de déplacement selon les modalités mise en œuvre par le Gouvernement. »

**Art. 11.** Dans l'article 36/5 du même décret, le 1<sup>o</sup> du premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> conception de deux épreuves complètes, distinctes et de niveau équivalent qui seront rendues disponibles au plus tard le 1<sup>er</sup> mai de l'année de l'épreuve, dont une servira à l'évaluation, en cas de divulgation de l'épreuve prévue initialement à cet effet ; ».

**Art. 12.** L'article 36/6 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36/6. - Les membres des groupes de travail et les équipes de recherche universitaire ainsi que toute autre personne qui serait associée aux travaux sont tenus au secret professionnel

— hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement quant au contenu des épreuves.

En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique. ».

**Art. 13.** Dans l'article 36 12, § 1<sup>er</sup>, du même décret, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Ces enseignants sont chargés d'une mission au sens du décret du 24 juin 19 96 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement fixe les modalités de détachement des enseignants qui participent aux groupes de travail chargés des épreuves externes certificatives du CESS. »

**Art. 14.** Le § 3 de l'article 36/12 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les enseignants chargés d'une mission telle que définie au § 1<sup>er</sup> du présent article sont remboursés de leur frais de déplacement selon les modalités mise en œuvre par le Gouvernement. »

**Art. 15.** Dans l'article 36 /13 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, le premier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - conception de deux épreuves complètes, distinctes et de niveau équivalent qui seront rendues disponibles au plus tard le 1<sup>er</sup> mai de l'année de l'épreuve, dont une servira à l'évaluation, en cas de divulgation de l'épreuve prévue initialement à cet effet ; ».

**Art. 16.** L'article 36/14 du même décret, introduit par l'article 9 du décret du 30 avril 2009 visant au renforcement du dispositif d'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36/14. - Les membres des groupes de travail et, s'il échet, les équipes de recherche universitaire ainsi que toute autre personne qui y serait associée sont tenus au secret professionnel quant au contenu des épreuves — hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement.

En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique. ».

**Art. 17.** Dans le même décret, est inséré, à la suite de l'article 36/17, un titre III/3 intitulé « De l'organisation matérielle des épreuves relatives aux évaluations externes non certificatives et certificatives visées dans le présent décret, des mesures de protection de la confidentialité de leur contenu, et du processus en cas de divulgation du contenu d'une épreuve » et rédigé comme suit :

« Chapitre 1<sup>er</sup> - De l'organisation matérielle des évaluations externes certificatives

Art. 36/18. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe les lieux exclusifs de distribution des épreuves certificatives ainsi que les dates, heures et modalités précises de remise des épreuves par les responsables des établissements scolaires.

§ 2. Le Gouvernement fixe les conditions d'impression, d'emballage, de conditionnement et de transport des épreuves vers les lieux de distribution décentralisés ainsi que les conditions d'entreposage et de sécurisation des lieux dans lesquels sont gardées les épreuves certificatives en vue de leur distribution.

§ 3. Le Gouvernement fixe les conditions de remise des épreuves certificatives aux chefs d'établissement, de transport des épreuves vers les établissements, d'entreposage des épreuves dans les établissements avant la distribution aux enseignants et des modalités de distribution des épreuves par les enseignants.

§ 4. Le Gouvernement fixe les conditions relatives à la communication et à la reproduction des épreuves relatives aux évaluations externes certificatives en cas d'utilisation d'une épreuve alternative conformément aux articles 23, 36/5 et 36/13.

§ 5. Le Gouvernement fixe les heures, dates et modalités de passation des épreuves externes, leurs modes de surveillance et de correction. Il détermine les documents nécessaires à la passation des épreuves à destination des élèves ou des enseignants qui doivent être reproduits et distribués en version papier et/ou en version numérique et en fixe les modalités.

Art. 36/19. Afin d'assurer le déroulement des épreuves externes certificatives au sein des établissements scolaires,

a) les services du Gouvernement sont notamment chargés, le cas échéant, selon les modalités fixées par le Gouvernement :

— de vérifier le respect des conditions d'impression, d'emballage, de conditionnement et de transport des épreuves vers les lieux de distribution décentralisés ainsi que les conditions d'entrepôt et de sécurisation des lieux dans lesquels sont gardées les épreuves certificatives en vue de leur distribution telles qu'elles sont fixées par l'arrêté visé à l'article 36 /18 ;

— de vérifier le respect des conditions de transport des épreuves vers les établissements ;

— de vérifier le respect par les imprimeurs des obligations imposées dans les cahiers des charges et la conformité et qualité des exemplaires imprimés.

b) les inspecteurs sont notamment chargés, le cas échéant, selon les modalités fixées par le Gouvernement :

— d'assurer le bon déroulement de la remise des épreuves aux chefs d'établissement, selon les modalités fixées par le Gouvernement et, notamment, de procéder à la vérification de l'identité des chefs d'établissement ou des personnes spécifiquement mandatées contre remise d'une procuration signée par le chef d'établissement, selon le modèle fixé par le Gouvernement ;

— de vérifier le nombre d'exemplaires au départ et à la fin de la procédure de distribution et de l'acter ainsi que l'adéquation des épreuves délivrées avec les besoins des établissements ;

— d'acter l'identité des personnes reprenant les épreuves pour le compte de l'établissement, le nombre et la description des épreuves certificatives qui lui sont délivrées et l'heure de la remise ;

— de faire signer aux personnes ci-dessus mentionnées, un engagement garantissant la confidentialité du transport des épreuves vers l'établissement et le respect des modalités d'entreposage et de distribution selon les modalités fixées par le gouvernement ;

— de vérifier le respect des conditions d'entreposage des épreuves dans les établissements avant la distribution aux enseignants et des modalités de distributions des épreuves par les enseignants ;

— de vérifier le respect par les chefs d'établissement des conditions requises en matière de communication et de reproduction des épreuves relatives aux évaluations externes certificatives.

Chapitre 2 - Des mesures de protection de la confidentialité du contenu des épreuves externes non certificatives et des épreuves externes certificatives

Art. 36/20. Les membres des Services du Gouvernement de la Communauté française et du Service général de l'inspection sont tenus au secret professionnel quant au contenu des épreuves permettant les évaluations externes non certificatives et certificatives.

Celui parmi ses agents qui aura divulgué tout ou partie du contenu de ces épreuves avant la finalisation desdites épreuves par les élèves — hors les communications autorisées selon les modalités fixées par le Gouvernement — commettra une infraction. En cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique.

Art. 36/21. Le directeur de l'établissement scolaire, les membres du personnel travaillant dans les établissements et le cas échéant le personnel sous contrat de bénévolat exerçant des prestations dans les établissements sont tenus au secret professionnel quant au contenu de l'épreuve externe commune et à toutes les informations qui permettent d'y accéder. En cas de violation de l'obligation de secret, l'article 458 du Code pénal s'applique

Art. 36/22. Toute personne qui aura ouvert — en violation des consignes et modalités de passation — un paquet scellé contenant un ou plusieurs exemplaires des épreuves avant son utilisation dans le cadre desdites épreuves sera punie des mêmes peines que celles prévues à l'article 460 du Code pénal.

Toute personne qui aura, avant son utilisation dans le cadre des épreuves, recelé, reçu en échange ou à titre gratuit, possédé sous quelque forme que ce soit, acheté, reproduit ou transféré par quelque moyen que ce soit tout ou partie du contenu de cette épreuve sans y avoir été autorisé par le Gouvernement ou son délégué sera punie des mêmes peines.

Chapitre 3 - Processus en cas de divulgation du contenu d'une épreuve

Art. 36/23. En cas de divulgation ou de diffusion publique d'une ou partie d'une épreuve certificative externe avant le moment de la passation des épreuves, le Gouvernement peut décider de la faire remplacer par l'épreuve visée aux articles 23, 36/5 et 36/13. Dans ce cas, l'épreuve alternative est envoyée selon des modalités sécurisées au chef d'établissement en vue de sa reproduction et distribution selon les modalités fixées par le Gouvernement. »

**TITRE II. — Modification du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française**

**Art. 18.** L'article 8 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Par dérogation aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, et 6, § 1<sup>er</sup>, du présent décret :

a. les congés pour mission accordés aux formateurs chargés de la formation en cours de carrière organisée par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière et par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, peuvent porter sur un nombre d'heures inférieur à celui requis pour la fonction à prestations complètes sans pouvoir être inférieur à un cinquième de ce nombre requis ;

b. les congés pour mission accordés aux personnes désignées comme membres des groupes de travail visés aux articles 9, 22, 36/4 et 36/12 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire peuvent porter sur des prestations équivalentes à un jour par semaine pour toute la durée de cette mission. ».

**Art. 19.** Le présent décret entre en vigueur à la date de parution au *Moniteur belge*.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 24 mars 2016.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,  
Mme I. SIMONIS

—————  
Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n°252-1. – Amendements de commission, n° 252-2 - Rapport, n°252-3  
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 23 mars 2016.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29173]

#### **24 MAART 2016. — Decreet tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### **TITEL I. — Wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs**

**Artikel 1.** In artikel 9, § 1, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, worden twee leden tussen het derde lid en het vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Die leerkrachten worden belast met een opdracht in de zin van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de detachering van de leerkrachten die deelnemen aan de werkgroep belast met de externe proeven die niet met een getuigschrift worden bekrachtigd.

**Art. 2.** Artikel 9, § 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“De reiskosten van de leerkrachten die met een in § 1 van dit artikel bepaalde opdracht worden belast, worden terugbetaald volgens door de Regering nader te bepalen regels.”

**Art. 3.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 11. De leden van de werkgroepen en de universitaire onderzoeksteams alsook elke andere persoon die aan de werkzaamheden zou deelnemen, zijn tot geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud van de proeven – buiten de mededelingen die worden toegelaten volgens door de Regering nader te bepalen regels. Als die bepaling wordt overtreden, is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.”

**Art. 4.** In artikel 22, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het tweede streepje vervangen als volgt :

“- vier vertegenwoordigers van het algemeen bestuur onderwijs;”.

**Art. 5.** In artikel 22, § 1, van hetzelfde decreet, worden twee leden tussen het tweede lid en het derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Die leerkrachten worden belast met een opdracht in de zin van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de detachering van de leerkrachten die deelnemen aan de werkgroepen belast met de externe proeven van het getuigschrift van basisstudies die met een getuigschrift worden bekrachtigd.

**Art. 6.** In artikel 22 van hetzelfde decreet, wordt § 2 vervangen als volgt :

“§ 2. Om zijn werkzaamheden te organiseren, richt de werkgroep in zijn midden minstens één subgroep per vak op, onder meer voor Frans, wiskunde en sensibilisering. Elke subgroep wordt voorgezeten door een lid van de algemene dienst inspectie.

§ 3. “De reiskosten van de leerkrachten die met een in § 1 van dit artikel bepaalde opdracht worden belast, worden terugbetaald volgens door de Regering nader te bepalen regels.”

**Art. 7.** In artikel 23 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“De werkgroep vervult de volgende opdrachten :

— ontwerpen van twee verschillende en gelijkwaardige volledige proeven, voor uiterlijk 1 mei van het jaar waarin de proef wordt georganiseerd, waarvan één tot de evaluatie zal dienen, als de oorspronkelijk daartoe bepaalde proef wordt onthuld;

— opstellen van de instructies voor het afleggen, verbeteren en slagen voor de proef.”

**Art. 8.** Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art.24. De leden van de werkgroepen en de universitaire onderzoeksteams alsook elke andere persoon die aan de werkzaamheden zou deelnemen, zijn tot geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud van de proeven – buiten de mededelingen die worden toegelaten volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Als die bepaling wordt overtreden, is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.”

**Art. 9.** In artikel 36/4, § 1, van hetzelfde decreet, worden tussen het tweede lid en het derde lid, twee leden opgesteld, luidend als volgt :

“Die leerkrachten worden belast met een opdracht in de zin van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de detachering van de leerkrachten die deelnemen aan de werkgroepen belast met de externe proeven van het getuigschrift van secundair onderwijs van de eerste graad die met een getuigschrift worden bekrachtigd.”

**Art. 10.** § 3 van artikel 36/4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“De reiskosten van de leerkrachten die met een in § 1 van dit artikel bepaalde opdracht worden belast, worden terugbetaald volgens door de Regering nader te bepalen regels.”

**Art. 11.** In artikel 36/5 van hetzelfde decreet, wordt punt 1° van het eerste lid vervangen als volgt :

“1° ontwerpen van twee verschillende en gelijkwaardige volledige proeven, die beschikbaar moeten zijn voor uiterlijk 1 mei van het jaar waarin de proef wordt georganiseerd, waarvan één tot de evaluatie zal dienen, als de oorspronkelijk daartoe bepaalde proef wordt onthuld;”

**Art. 12.** Artikel 36/6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 36/6. De leden van de werkgroepen en de universitaire onderzoeksteams alsook elke andere persoon die aan de werkzaamheden zou deelnemen, zijn tot geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud van de proeven – buiten de mededelingen die worden toegelaten volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Als die bepaling wordt overtreden, is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.”

**Art. 13.** In artikel 36/12, § 1, van hetzelfde decreet, worden twee leden tussen het tweede lid en het derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Die leerkrachten worden belast met een opdracht in de zin van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de detachering van de leerkrachten die deelnemen aan de werkgroepen belast met de externe proeven van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs die met een getuigschrift worden bekrachtigd.”

**Art. 14.** § 3 van artikel 36/12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“De reiskosten van de leerkrachten die met een in § 1 van dit artikel bepaalde opdracht worden belast, worden terugbetaald volgens door de Regering nader te bepalen regels.”

**Art. 15.** In artikel 36/13 van hetzelfde decreet, wordt het eerste streepje vervangen als volgt :

“- ontwerpen van twee verschillende en gelijkwaardige volledige proeven, die beschikbaar moeten zijn voor uiterlijk 1 mei van het jaar waarin de proef wordt georganiseerd, waarvan één tot de evaluatie zal dienen, als de oorspronkelijk daartoe bepaalde proef wordt onthuld;”

**Art. 16.** Artikel 36/14 van hetzelfde decreet, ingevoerd bij artikel 9 van het decreet van 30 april 2009 houdende versteviging van het systeem van de externe evaluatie van de verworven kennis van de leerlingen uit het leerplichtonderwijs, wordt vervangen als volgt :

“Art. 36/14. De leden van de werkgroepen en, in voorkomend geval, de universitaire onderzoeksteams alsook elke andere persoon die aan de werkzaamheden zou deelnemen, zijn tot geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud van de proeven – buiten de mededelingen die worden toegelaten volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Als die bepaling wordt overtreden, is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.”

**Art. 17.** In hetzelfde decreet wordt na artikel 36/17 een titel III/3 ingevoegd, met het volgende opschrift :  
“Materiële organisatie van de in dit decreet bedoelde proeven betreffende de externe evaluatie, al dan niet bekrachtigd door een getuigschrift, maatregelen voor de bescherming van de geheimhouding van de inhoud ervan, en procedure ingeval de inhoud van een proef wordt onthuld”, luidend als volgt :

“Hoofdstuk 1. Materiële organisatie van de externe evaluatie die met een getuigschrift wordt bekrachtigd

Art. 36/18. § 1. De Regering stelt de exclusieve plaatsen voor de verdeling van de documenten van de met een getuigschrift bekrachtigde proeven vast, alsook de datums, uren en nadere regels voor het overhandigen ervan door de verantwoordelijken voor de schoolinrichtingen.

§ 2. De Regering stelt de voorwaarden vast voor het drukken, verpakken en vervoeren van de documenten van de proeven naar de gedecentraliseerde verdelingsplaatsen alsook de voorwaarden voor de opslag en de beveiliging van de plaatsen waarop de documenten van de proeven die met een getuigschrift worden bekrachtigd, worden bewaard met het oog op de verdeling ervan.

§ 3. De Regering stelt de voorwaarden vast voor de mededeling van de documenten van de proeven die met een getuigschrift worden bekrachtigd aan de inrichtingshoofden, de opslag van de documenten van de proeven in de inrichtingen vóór de verdeling aan leerkrachten en de nadere regels voor de verdeling van de documenten van de proeven door leerkrachten.

§ 4. De Regering stelt de voorwaarden vast voor de mededeling en de reproductie van de documenten van de proeven betreffende de externe evaluaties die met een getuigschrift worden bekrachtigd als een alternatieve proef wordt gebruikt overeenkomstig de artikelen 23, 36/5 en 36/13.

§ 5. De Regering stelt de uren, datums en nadere regels voor het afleggen van de externe proeven vast, de wijze waarop toezicht wordt gehouden bij die proeven en waarop ze worden gecorrigeerd. Ze bepaalt de documenten die noodzakelijk zijn voor het afleggen van proeven bestemd voor de leerlingen of leerkrachten die moeten worden vermenigvuldigd of verspreid in een papieren en/of digitale versie et stelt er de nadere regels van vast.

Art. 36/19. Met het oog op het goede verloop van de externe proeven die met een getuigschrift worden bekrachtigd binnen de schoolinrichtingen,

a) worden de diensten van de Regering inzonderheid ermee belast, in voorkomend geval, volgens door de Regering nader te bepalen regels :

— controle uit te oefenen over de naleving van de voorwaarden voor het drukken, verpakken en vervoeren van de documenten van de proeven naar de gedecentraliseerde verdelingsplaatsen, en van de voorwaarden voor de opslag en de beveiliging van de plaatsen waarop de documenten van de proeven die worden bekrachtigd met een getuigschrift worden bewaard met het oog op de verdeling ervan zoals die bij het in artikel 36/18 bedoelde besluit worden vastgesteld;

— controle uit te oefenen over de naleving van de voorwaarden voor het vervoeren van de documenten van de proeven naar de inrichtingen;

— controle uit te oefenen over de naleving door de drukkers van de verplichtingen die worden opgelegd in de bestekken en over de conformiteit en de kwaliteit van de gedrukte exemplaren.

b) worden de inspecteurs inzonderheid ermee belast, in voorkomend geval, volgens door de Regering nader bepaalde regels :

— te zorgen voor het goede verloop van de verdeling van de documenten van de proeven aan de inrichtingshoofden, volgens door de Regering nader te bepalen regels, en, inzonderheid de identiteit na te kijken van de inrichtingshoofden of van de personen die specifiek worden gemachtigd bij een door het inrichtingshoofd getekende volmacht, volgens een door de Regering vast te stellen model;

— het aantal exemplaren bij het begin en op het einde van de verdelingsprocedure na te kijken en er akte van te nemen, alsook de overeenstemming van de verdeelde documenten met de behoeften van de inrichting na te kijken;

— akte te nemen van de identiteit van de personen die de documenten van de proef voor rekening van de inrichting overnemen, van het aantal en de beschrijving van de proeven die met een getuigschrift worden bekrachtigd en die haar worden meegedeeld, en van het uur waarop die worden overhandigd;

— de hierboven vermelde personen een verbintenis te laten ondertekenen waarbij de vertrouwelijkheid van het vervoer van de documenten van de proeven naar de inrichting en de naleving van de nadere regels voor de opslag en de verdeling worden gewaarborgd volgens door de Regering nader te bepalen regels;

— controle uit te oefenen over de naleving van de voorwaarden voor de opslag van de documenten van de proeven in de inrichtingen vóór de verdeling aan de leerkrachten en van de nadere regels voor de verdeling van de proeven door de leerkrachten;

— controle uit te oefenen over de naleving door de inrichtingshoofden van de vereiste voorwaarden inzake mededeling en reproductie van de documenten van de proeven betreffende de externe evaluaties die met een getuigschrift worden bekrachtigd.

Hoofdstuk 2. Maatregelen tot bescherming van de vertrouwelijkheid van de inhoud van de externe proeven die niet met een getuigschrift worden bekrachtigd en van de externe proeven die met een getuigschrift worden bekrachtigd

Art. 36/20. De leden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de algemene dienst inspectie zijn tot geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud van de proeven voor de externe evaluaties die met een of geen getuigschrift worden bekrachtigd.

Het personeelslid dat het geheel of een deel van de inhoud van die proeven vóór de finalisatie van die proeven door de leerlingen onthult – buiten de mededelingen die worden toegelaten volgens door de Regering nader te bepalen regels – begaat een overtreding. Voor die overtreding is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Art. 36/21. De directeur van de schoolinrichting, de personeelsleden die in de inrichtingen werken en, in voorkomend geval, het personeel met een arbeidsovereenkomst als vrijwilliger dat prestaties in inrichtingen uitoefent zijn tot geheimhouding verplicht wat betreft de inhoud van de gemeenschappelijke externe proef en van alle inlichtingen in verband daarmee. Als de geheimhoudingsplicht wordt overtreden, is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Art. 36/22. Iedere persoon die – in overtreding van de voorschriften en nadere regels voor het afnemen van de proef – een verzegeld pakket, dat één of meer exemplaren van de proeven inhoudt, vóór het gebruik ervan in het kader van die proeven opent, wordt gestraft met dezelfde straffen als deze die in artikel 460 van het Strafwetboek bepaald zijn.

Iedere persoon die, vóór het gebruik ervan in het kader van de proeven, het geheel of een deel van de inhoud van die proef heelt, in ruil of kosteloos ontvangt, in ongeacht welke vorm bezit, door ongeacht welk middel koopt, vermenigvuldigt of overdraagt, zonder daartoe door de Regering of haar gemachtigde toegelaten te zijn, wordt met dezelfde straffen gestraft.

Hoofdstuk 3. Procedure bij onthulling van de inhoud van een proef

Art. 36/23. Bij onthulling of openbare verspreiding van het geheel of een deel van een externe proef die met een getuigschrift wordt bekrachtigd voordat de proef wordt afgenomen, kan de Regering beslissen die te laten vervangen door de in de artikelen 23, 36/5 en 36/13 bedoelde proef. In dat geval wordt de alternatieve proef met beveiligde middelen aan het inrichtingshoofd toegestuurd met het oog op de reproductie en de verspreiding ervan, volgens door de Regering nader te bepalen regels.”.

**TITEL II. — Wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs**

**Art. 18.** Artikel 8 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs wordt vervangen als volgt :

“Art. 8. In afwijking van de artikelen 5, § 1, en 6, § 1, van dit decreet :

a. kunnen de verloven wegens opdracht, toegekend aan de opleiders, belast met de opleiding tijdens de loopbaan krachtens het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan en het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, een aantal uren tellen dat lager is dan het aantal dat vereist is voor het ambt met volledige dagtaak, waarbij het niet lager kan zijn dan één vijfde van dat vereiste aantal;

b. kunnen de verloven wegens opdracht, toegekend aan de personen die aangesteld worden als lid van de werkgroepen bedoeld in de artikelen 9, 22, 36/4 en 36/12 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, betrekking hebben op prestaties die gelijk zijn aan één dag per week voor de gehele duur van die opdracht.”.

**Art. 19.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 maart 2016.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitieuhuizen en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

De Minister van Sport,  
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 252-1.- Commissieamendementen, nr. 252-2.- Verslag, nr. 252-3.  
Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 23 maart 2016.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29165]

**23 MARS 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné du 22 octobre 2015 fixant le cadre du règlement de travail**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 91 ;

Vu la demande de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné de rendre obligatoire la décision du 22 octobre 2015 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné fixant le cadre du règlement de travail ci-annexée est rendue obligatoire.

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2013 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire communautaire de l'enseignement secondaire officiel subventionné du 14 mars 2013 fixant le cadre du règlement de travail est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 22 octobre 2015.

Bruxelles, le 23 mars 2016.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,  
J. MILQUET